

sa forme actuelle n'expirera qu'assez longtemps après la fin de la prochaine session,—du moins c'est ce que nous espérons,—nous croyons, dis-je, qu'à ce moment-là nous serons en mesure de déterminer de façon plus méthodique quels sont les pouvoirs qui doivent être maintenus." Si le Gouvernement acceptait cette proposition, il prouverait qu'il a le sens de ses responsabilités et qu'il a du respect pour le Parlement. Il démontrerait également qu'il veut s'en tenir à la règle du droit.

Aucun député qui appuie le Gouvernement n'a exposé un seul argument pour expliquer pourquoi il n'est pas possible de différer l'examen de ces questions jusqu'à la prochaine session. On ne nous a pas donné un seul mot d'explication. Personne ne nous a dit, non plus, pourquoi on n'aurait pas pu soumettre au Parlement de la façon habituelle les questions que le Gouvernement juge très importantes, comme la fabrication de projectiles téléguidés, d'avions et de moteurs supersoniques, et ainsi de suite. Pas un mot d'explication. Je répète qu'on n'a rien dit à l'appui de l'étrange disposition qui permet au Gouvernement d'établir des sociétés de la Couronne sans consulter le Parlement...

**M. Proudfoot:** C'est votre avis.

**L'hon. M. Drew:** Monsieur l'Orateur, si quelqu'un d'autre désire prendre la parole, je suis disposé à lui céder la place pour quelques instants.

**M. Knowles:** Si le chef de l'opposition a terminé...

**L'hon. M. Drew:** Non. Quelqu'un a parlé de l'autre côté.

**M. Proudfoot:** J'ai dit: "C'est votre avis à vous."

**L'hon. M. Drew:** Monsieur l'Orateur, je suis heureux qu'on m'ait expliqué ce qui m'avait paru un bruyant marmottage. Je constate maintenant que l'honorable député qui est resté à son siège, contrairement au Règlement, a dit: "C'est votre avis à vous."

**M. Proudfoot:** Je me suis levé pour le dire.

**L'hon. M. Drew:** C'est en effet, mon avis, monsieur l'Orateur. Mais je défie n'importe quel avocat en cette Chambre de déclarer que j'ai exagéré. Si l'on est d'avis que j'ai exagéré, qu'on le dise. J'affirme que le Gouvernement peut constituer une société de la Couronne. C'est incontestable. Il n'y a pas de doute là-dessus. Rien n'est plus clair.

Quel est donc le but envisagé? Le but est de s'acquitter des engagements nombreux et mal définis dont on a confié l'exécution au ministre de la Production de défense. Voilà les pouvoirs dont il jouit. Il n'existe aucun

[L'hon. M. Drew.]

pouvoir correspondant à cette fin ni dans la loi du Royaume-Uni ni dans celle des États-Unis. Tous les pouvoirs que confère la loi à l'étude doivent être mis en regard de ce pouvoir spécial, car chacun de ces pouvoirs peut servir à des fins qui peuvent se rattacher à l'exploitation d'une société de la Couronne. On n'a pas même tenté de nous expliquer pourquoi ce pouvoir est nécessaire.

Monsieur l'Orateur, le débat actuel dure déjà depuis quelque temps, et il n'est pas près de se terminer. Cependant, si un honorable député estime qu'il importe de trouver une solution, je puis lui dire que nous pouvons résoudre le problème de deux façons. La Chambre est saisie d'un amendement qui ne fait rien...

**Une voix:** Vous l'avez dit.

**L'hon. M. Drew:** ...que donner suite à la proposition du Gouvernement lui-même. L'amendement demande qu'on assure la permanence au ministère de la Production de défense et que soit confié au comité le plus approprié à cette fin, c'est-à-dire au comité permanent de la banque et du commerce, le soin de remanier la loi de façon à donner suite à l'intention déclarée du Gouvernement.

J'espère qu'aucun député ministériel ne dira que la session est trop avancée pour que nous déferions ce bill au comité. Je sais, évidemment, que le ministre des Finances n'invoquera pas cet argument puisque, il y a quelques jours à peine, il a déferé les crédits de son ministère au comité des crédits.

**M. Knowles:** Le comité en a terminé l'étude ce matin.

**L'hon. M. Drew:** Voilà. Cela démontre que le problème pourrait être réglé rapidement. Voilà exactement où en sont les choses. On voit que nous n'aurions aucune difficulté si nous abordions la question de cette façon. Le premier ministre et le ministre de la Production de défense pourraient nous expliquer ce qu'ils voulaient dire exactement il y a quatre ans quand ils ont déclaré qu'à leur avis certains pouvoirs ne devraient pas être maintenus. Ils pourraient nous dire exactement quels sont ces pouvoirs, ils pourraient en saisir le comité, qui aurait ensuite à se prononcer. On pourrait prévoir dans la loi une limite de temps appropriée, à l'expiration de laquelle le Parlement serait saisi de nouveau de la question suivant la méthode adoptée pour les mesures du Gouvernement.

Si, en temps de guerre et au cours de la période dite d'urgence qui a suivi immédiatement la guerre, le gouvernement actuel a jugé nécessaire de fixer une limite d'un an